# Éléonore DEVILLEPOIX Reprographie

# la lettre de Michèle Rivasi Députée européenne Europe Écologie Les Verts du grand Sud-Est

# **RÉSILIENCE** • Résister, clarifier, refonder

« Agis en ton lieu, pense avec le monde » (Édouard Glissant)

mmanuel Macron a été absolue de court terme. président de la République, au moment où Donald Trump annonçait vouloir rompre avec les engagements pris lors de la COP21. Voilà une entrée en scène placée sous des auspices compliqués dans un contexte de chaos considérable.

La politique de Trump est insensée. Il défend, dans une logique les intérêts des magnats du charbon, du gaz et du pétrole. Toutefois, n'abandonnons pas l'espoir de maintenir le réchauffement climatique sous la barre des 2°C. L'avenir ne dépend que de nous et de notre capacité à faire pression sur les dirigeants à tous les échelons territoriaux pour enterrer définitivement l'industrie fossile.





Adhérez à Vigilob, agir contre les lobbys http://vigilobb.org

#### Remerciements

À JUSTINE. DAVID ET MAXIME

Mon équipe se restructure. Après plusieurs années de bons et loyaux services, David, Justine et Maxime sont partis ces derniers mois pour d'autres aventures.

Je les remercie infiniment du travail qu'il ont fait à mes côtés pour faire aboutir nos combats communs.

#### et bienvenue

#### À MARIE-ALIX, AXEL ET MAXENCE

Je souhaite aussi la bienvenue à Marie-Alix, Axel et Maxence qui sont les nouveaux piliers de mon équipe avec Sebastien. Bienvenue à eux et bon vent à mes anciens compagnons de route.

Nous soutenons en ce sens le ministre de la transition écologique et solidaire Nicolas Hulot qui tente de convaincre Emmanuel Macron et le gouvernement de s'engager à geler le développement de tout nouveau projet fossile, à mettre un terme aux investissements publics dans le secteur de l'énergie fossile et à cesser de subventionner l'industrie fossile. »

ependant, je ne me fais guère d'illusions sur ce gouvernement dont le premier chantier est la casse sociale avec la dérèglementation de notre droit du travail. La victoire d'Emmanuel Macron, dont il faut saluer le coup de maître stratégique et tactique, illustre bien le désir paradoxal des Français de renouvellement de la classe politique prêt à s'incarner y compris avec une figure très formatée par le système si l'on regarde son parcours et porteur d'un projet d'obédience sociale-libérale pas vraiment en rupture avec le quinquennat sortant. En effet, son projet pour le quinquennat qui s'ouvre est trop marqué du sceau libéral. Sa posture de renouvellement de la vie publique s'arrête pour l'ores à une démarche marketing et de casting assez savamment réalisée (malgré quelques couacs) qui ne permet pas de réoxygéner notre démocratie, ni de la moraliser (la loi dite de moralisation de la vie publique ne s'attaquant pas au dur : les lobbies et les conflits d'intérêts

nombre parmi les membres du gouvernement), ni de rompre avec sa forme de monarchie républicaine (dont le nouveau président a épousé les habits de lumière dès le soir de sa victoire).

Dans un paysage politique fossilisé, il a su présenter quelques qualités précieuses : celle de faire « turbuler le système » ; de redorer l'image de la France à l'extérieur en réveillant la mythologie JFK; de reléguer (pour un temps au moins) la question identitaire d'une France rance, fermée et réactionnaire ; de faire exploser le vieux système à bout de souffle des deux blocs partidaires PS / LR. Mais ne nous trompons pas : Emmanuel Macron incarne aujourd'hui un libéralisme décomplexé faisant semblant de s'attaquer au capitalisme de rente, comprenant et souhaitant accompagner l'innovation de la nouvelle économie et l'ubérisation de la société.

Notre président, intronisé sur l'air de l'ode à la joie (hymne de

qu'on retrouve d'ailleurs en l'UE), défend depuis le début de son mandat l'idée d'une Europe qui protège. Il conspue le déshonneur européen qui ferme la porte aux réfugiés « mais en même temps » (comme il aime à le répéter), son ministre de l'intérieur tient des discours de fermeté sur l'immigration et l'accueil des migrants.

> Ce président et ce gouvernement devront être jugés en

> Nous serons vigilants pour empêcher toute régression sociale et environnementale et tenterons de nous appuyer sur le ministre d'État Hulot pour obtenir des avancées sur l'interdiction des pesticides, l'abandon des grands projets inutiles comme NDDL, Bure ou le Lyon Turin, la fermeture de certaines centrales nucléaire et l'introduction d'une fiscalité écologique permettant de changer de logiciel et d'entamer l'ère de la transition écologique et solidaire.

> > Enfin!







# Au Parlement Européen - mes dossiers clés

### Dangerosité du glyphosate

#### De nouvelles preuves d'études bidon dans les « Monsanto Papers »

epuis le classement en mars 2015 par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) du glyphosate parmi les substances génotoxique, cancérigène pour les animaux et probablement cancérigène pour l'homme, des victimes de cancers ont déposé des milliers de plaintes aux État-Unis contre Monsanto, le « propriétaire » de cette substance qui est aussi le principal ingrédient de son herbicide vedette : le Roundup. Contre l'avis de la firme, la justice américaine a rendu public 250 pages parmi des millions de documents confidentiels internes - les « Monsanto papers » – qui détaillent les tromperies mises en place pour leurrer les autorités publiques et les consommateurs. Les « Monsanto papers » révèlent ainsi que Monsanto a connaissance de la dangerosité du glyphosate depuis 1999. Au lieu d'informer le public et retirer son produit du marché, l'entreprise a préféré minimiser

les risques, cacher les études accablantes

et en fournir d'autres, commandées à des

experts complices, concluant à l'innocuité de ce pesticide. L'agro-chimiste a-t-il procédé de la même manière avec les agences européennes ? Monsanto a-t-il fourni des études-bidons à l'agence européenne de sécurité des aliments (EFSA) et à l'agence européenne des produits chimiques (ECHA) pour leur permettre de conclure à l'absence de danger du glyphosate ?

J'invite tous ceux qui n'ont pas encore rejoint la pétition #StopGlyphosate à la signer de toute urgence afin de peser sur les États Membres qui discutent en ce moment même de continuer à autoriser ou non la vente du glyphosate en Europe »



# Quels liens avec les agences européennes ?

our faire toute la lumière sur ce dossier scandaleux, je demande à l'EFSA, depuis plus d'un an, avec trois autres députés verts européens, l'accès aux études fournies par les fabricants de glyphosate mais gardées secrètes. Les extraits obtenus s'avèrent inutilisables. Fin mai 2017, nous avons décidé de saisir la Cour de Justice Européenne pour trancher notre différend avec l'EFSA. Nous espérons que cette procédure aboutira à une jurisprudence emblématique, qui incitera les agences à privilégier à l'avenir la transparence au secret commercial, et les études parues dans des revues à comité de lecture à des études opaques et invérifiables.

# La France, à l'avant-garde du combat contre les perturbateurs endocriniens

# La Commission s'entête à exempter les industriels de toute responsabilité

a Commission Européenne travaille depuis sept ans à sa propre définition des perturbateurs endocriniens, un retard qui la met en infraction avec ses propres textes et empêche toute réglementation commune. Ces substances chimiques présentes dans les pesticides, les plastiques, les cosmétiques et les emballages alimentaires, sont associées à toutes sortes de maladies désormais courantes : cancers du sein, et de la prostate, infertilité, malformations congénitales, obésité et diabète, mais aussi troubles du développement comme l'autisme, l'hyperactivité ou la puberté précoce. La définition proposée par la Commission, qui se refuse à reprendre celle de l'OMS, n'est ni satisfaisante ni efficace pour protéger la santé et l'environnement.

Elle prévoit d'exempter les pesticides « conçus pour perturber les systèmes endocriniens des insectes », alors qu'ils

sont aussi susceptibles d'atteindre d'autres espèces animales, dont l'homme. Cette proposition étant à nouveau mise au vote à Bruxelles, j'ai pris l'initiative avec mes collègues eurodéputés Verts français d'adresser un courrier à notre nouveau ministre de l'Environnement Nicolas Hulot, pour inviter la France à continuer de rejeter ce projet de définition qui fait l'unanimité contre lui.



# Nutri-Score: cinq couleurs pour lutter contre l'épidémie d'obésité

près avoir bataillé pour l'adoption du logo Nutri-Score, le logo à cinq couleurs développé par le professeur Serge Hercberg et reconnu comme étant celui qui permettait le mieux aux consommateurs de repérer les produits alimentaires néfastes pour la santé, mes efforts ont été récompensés mi-mars lorsque la ministre de la Santé Marisol Touraine a annoncé qu'elle faisait le choix de cet étiquetage. La Commission européenne doit encore valider la conformité de l'arrêté ministériel avec la réglementation européenne : dernière occasion pour les lobbies du sucre et du gras (Nestlé, Coca-Cola, Mars, Unilever etc.) d'abattre leur carte lobbying. Si la Commission valide le Nutri-Score pour la France, mon prochain combat sera de le mettre en place au niveau européen. Affaire à suivre!





## Énergie et climat : plus forts ensemble !

Le 19 mai 2017, avec l'eurodéputé Vert luxembourgeois Claude Turmès, je publiais un rapport sur le règlement de la gouvernance de l'Union de l'Énergie, une législation destinée à chapeauter la future politique énergétique européenne.

n tant que co-rapporteurs, nous avons grandement amélioré le texte initialement proposé par la Commission Européenne, afin de le rendre cohérent avec l'Accord de Paris. Nous proposons ainsi de parvenir à un bilan carbone nul d'ici 2050, grâce à une politique volontariste portant conjointe-

ment sur les puits de carbone et la réduction massive des émissions. En conséquence, nous demandons aux États-Membres d'adopter des objectifs contraignants en matière d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables, pour atteindre respectivement 40% et 45% au niveau européen d'ici 2030. Nous exigeons

également une transparence totale de la part des États-Membres sur les mesures qu'ils comptent prendre pour respecter ces objectifs, grâce à la création d'une plateforme sur laquelle la société civile pourra suivre les projets de plans nationaux. Enfin, nous demandons à la Commission de mettre en place une stra-

tégie sur le méthane, un gaz au potentiel de réchauffement climatique 86 supérieur à celui du CO2 sur une période de vingt ans. De longs mois de négociations m'attendent donc pour faire en sorte que ces propositions soient adoptées par les États-Membres et par le Parlement Européen.

# Étiquetage énergétique : parlons clairement, soyons confus

e 12 juin 2017, le Parlement Européen a approuvé la nouvelle législation relative à l'étiquetage énergétique. Les nouveaux labels, qui permettront aux consommateurs de repérer plus facilement les produits

moins gourmands en énergie, devraient être mis en place de manière échelonnée entre 2019 et 2030. Je regrette que la législation prévoie une transition si longue entre l'ancien et le nouveau modèle d'étiquetage, avec des délais différents par groupe de produits pouvant créer la confusion. Cette coexistence va créer la confusion ! Il n'y a aucune raison de repousser un tel changement jusqu'à 2030 ou même au-delà pour certains produits, dont certains fonctionnent

aux énergies fossiles. Espérons que la Commission n'attendra pas la dernière minute pour prendre des mesures, afin que les consommateurs puissent enfin ressentir les avantages de cette révision.

## La science libre et ouverte, bien commun de l'humanité





a protection du savoir face aux intérêts privés est une condition sine qua non pour rétablir la crédibilité de la science, à l'heure où les canulars et le climato scepticisme gagnent les plus hautes sphères de la vie politique. Pourtant, aujourd'hui, on claquemure scientifiques leurs articles derrière des contrats de publications, des comités éditoriaux à huis clos, des salles de lecture à accès restreint, des téléchargements payants. Les industries envoient leurs études aux agences d'évaluation des poli-

tiques de santé et les menacent de procès si elles ont le malheur de les rendre publiques ; les maisons d'édition scientifiques contrôlent l'alpha et l'omega de la recherche, faisant payer les universités pour permettre à leurs chercheurs de publier des articles dont dépendent leurs carrières.

Cette privatisation de la recherche financée par ou utilisée pour des politiques publiques doit cesser. Le savoir n'est jamais mieux évalué et protégé que lorsqu'il

est partagé. L'ère numérique offre des moyens extraordinaires pour diffuser la connaissance et permettre à tous les chercheurs du monde de s'enrichir mutuellement. Les données produites par les chercheurs (mesures, articles, codes...) peuvent et doivent ainsi être protégées comme un bien commun de l'humanité, utilisables par tous et possédées par personne. Sans ces données, il ne peut y avoir de reproductibilité des études scientifiques, ni de discussion sur leurs conclusions, ni de confiance dans les décisions politiques qui en découlent. La véritable démocratisation du gouvernement des experts suppose donc de garantir à tous l'accès aux publications et aux données de la recherche, pour que chacun puisse suivre les travaux des chercheurs et même y contribuer. C'est l'approche que j'ai défendue le 3 mai 2017, en organisant une conférence sur l'open science, ou science libre et ouverte, au Parlement Européen.







## **AGISSONS ENSEMBLE**

# Suite du Brexit, reflux de la vague nationale-populiste ... : une autre Europe est possible

ous avons commencé l'année 2017 abasourdis par l'élection de Donald Trump aux États-Unis qui suivait le Brexit de quelques mois. L'avenir même de l'Europe était en cause. Le rêve européen se transformait en cauchemar. Depuis, une timide inversion de tendance se manifeste. La vague nationale-populiste redescend. On l'a vu avec les défaites de Geert Wilders aux Pays-Bas et de Marine Le Pen en France. Un plafond de verre semble barrer la route du pouvoir à l'extrême droite en Europe. S'ajoutent à



Avec le recul du déclinisme et de la question identitaire et les menaces pesant au niveau international, le sentiment européen retrouve des couleurs. »

cela des tensions et scissions au sein des partis d'extrêmedroite (Allemagne, Finlande, France...), qui créent un effet de ressac. Même en Italie, la défaite du Mouvement 5 Étoiles lors des élections municipales partielles témoigne de la difficulté des mouvements populistes à gérer une fois qu'ils ont « renversé la table ».

Le Brexit, laissent également les britanniques isolés dans un épais brouillard.

Le dernier Eurobaromètre montre en effet que 57 % des sondés européens déclarent avoir une opinion positive de l'Union, soit 4 points supplémentaires par rapport au sondage de septembre 2016. Les Français affirment leur attachement à l'UE à 53 %, soit 5 points de plus qu'il y a un an. À l'inverse, le nombre de personnes sondées ayant une opinion négative de l'Europe a légèrement baissé, passant de 17% à 14 %

Cela doit nous mobiliser pour esquisser un projet pour une autre Europe dans une approche transnationale remettant la solidarité (intra européenne, entre les régions et entre le Nord et le Sud), la transition écologique et la réponse au défi climatique en son cœur.

#### LES COMBATS DU GROUPE VERTS / ALE :

vec les autres eurodéputés écologistes nous avons obtenu ces dernières semaines que le Parlement Européen reste ferme sur les pesticides néonicotinoïdes ; Pascal Durand a fait voter un rapport à l'unanimité sur l'obso-

lescence programmée des produits ; Eva Joly poursuite sa lutte contre l'évasion fiscale et a obtenu que la Commission s'attaque enfin aux intermédiaires ; José Bové tente d'éviter que la grande distribution dicte sa loi à l'agriculture biologique ...

## Pour la renaissance d'une écologie politique réinventée

ans un paysage politique en ruine, l'écologie politique a souffert. Pour la première fois depuis René Dumont en 1974, nous n'avions pas de candidat à la présidentielle même si la question écologique se retrouvait bien dans les programmes défendus par Benoît Hamon et Jean-Luc Mélenchon.

Toutefois, cette absence d'unE candidatE écologiste a entraîné un effacement de la question écologique des grands débats de la présidentielle.

Aussi, si nous sortons de cette séquence en n'ayant plus de députés et en ayant réalisé un score moyen de 4% aux législatives, l'écologie politique n'est pas morte. Si le cadavre est à terre, l'idée est bien debout.

Cette écologie veut répondre par la voie d'un réformisme radical aux défis contemporains : la mutation du travail, la reconversion de l'économie, la transition énergétique, le bouleversement climatique et ses conséquences, la définition d'une autre Europe comme espace de régulation ...

L'écologie politique doit se régénérer au contact et en lien via un espace coopératif de projets concrets avec la dynamique écolo-citoyenne (des Colibris, aux Amap en passant par Les Jours Heureux, Alternatiba, Demain en commun, Villes en transition, La Belle démocratie...) et ceux qui luttent de façon plus radicale et autonomes face aux grands projets inutiles (zadistes...).

Cette génération climat peut ouvrir un nouveau printemps de l'écologie politique autonome pouvant s'allier, au cas par cas, dans des coalitions de projet à l'instar de ce qui s'est passé de Madrid à Barcelone. Les européennes et les municipales peuvent être le laboratoire de cette émergence écolo-citoyenne réunissant des lanceurs d'alerte, des associatifs, des « citoyens experts », des militants de la lutte contre l'évasion fiscale...

Le triptyque programmatique de cette refondation étant : la transition démocratique pour réoxygéner et moraliser la vie publique, la transition écologique vers une société post-croissance et la transition pour une autre Europe, affranchie de sa logique austéritaire et sécuritaire.

L'heure de la clarification a sonné. Face aux tenants de la croissance verte, d'une écologie d'accompagnement et du renoncement qui change le pansement au lieu de penser le changement, nous choisissons l'écologie du Bien-vivre qui transforme le quotidien des gens, qui les protège de la prédation des multinationales et des forces de l'argent organisées destructrices de l'environnement et broyeuses d'hommes. »







# Non à la vaccination forcée Oui à la restauration de la confiance

La restauration de la confiance ne passe pas par l'infantilisation et le mépris des parents. C'est par la pédagogie, la transparence et l'argumentation que nous pourrons ramener la confiance en sortant de l'épidémie de conflits d'intérêt et en retrouvant une juste évaluation de la balance bénéfices/risques. »

La ministre de la santé Agnès Buzyn a annoncé cet été l'extension de l'obligation vaccinale pour les enfants de 3 vaccins (DTP) à 11 vaccins.

Ce passage en force est sidérant alors que la défiance de nos concitoyens envers les vaccins (suite aux divers scandales sanitaires et à la multiplication des conflits d'intérêts dans ce domaine) s'accentue.

Je sais ce que les vaccins ont apporté en terme de progrès sanitaires au XX<sup>e</sup> siècle, de lutte contre la mortalité infantile...

On peut d'ailleurs s'interroger sur le cadeau fait aux laboratoires pharmaceutiques par une ministre qui a toujours été proche de l'industrie pharmaceutique et qui a même légitimé les conflits d'intérêts.

Dans le domaine vaccinal, il faut convaincre, plutôt que contraindre.

#### SOS Méditerranée : mauvaise conscience de l'UE

En 2015, 115 000 migrants ont quitté les côtes libyennes pour se rendre en Europe. 3800 sont morts dans la traversée.

SOS Méditerranée est née de cette horreur et de l'inaction des autorités européennes face à cet état d'urgence humanitaire. Des citoyens ont alors décidé d'affréter un bateau, l'Aquarius, avec à son bord, des bénévoles, des professionnels de la mer, des

humanitaires, des médecins, embarqués pour sauver des vies sur ce « bateau citoyen » qui réhabilite l'honneur de l'Europe.

Soutenez l'ONG SOS Méditerranée : http://www.sosmediterranee.fr/

# **VIGILOBB**: luttons ensemble contre les lobbies!

itoyens, élus, associatifs, professionnels de la santé, victimes de ces Dracula économiques ou étudiants nous avons décidé de nous lever et de ne plus être dans la résignation passive face à l'emprise des lobbys sur nos vies, notre démocratie, notre santé et notre environnement. De compenser la démission du politique.

Puisque les lobbys agissent dans le secret et l'opacité, nous avons décidé par une chaîne de mobilisation citoyenne de mettre la lumière sur cette capture scientifique et réglementaire de groupes d'intérêts privés sapant l'intérêt général.

L'objectif de notre association est aussi de trouver des leviers pour élaborer une contre-expertise citoyenne et pour inventer des outils démocratiques permettant de les contourner par la participation citoyenne, la transparence des processus de décision...







Rejoignez Vigilobb, signez notre manifeste, participez à nos campagnes d'actions : http://vigilobb.org/







#### la lettre de Michèle Rivasi Députée européenne Europe Écologie Les Verts du grand Sud-Est





## Le projet de lieu d'accueil en "zone blanche"

#### Nous avons besoin de votre soutien pour continuer à avancer!

'ai souvent parlé de ce projet dans mes précédentes lettres ; ces derniers mois, le projet de lieu d'accueil médico-social dans les ✓ Hautes-Alpes et destiné à l'accueil des personnes électrohypersensibles (EHS) et chimicosensibles (MCS) porté par l'Association Zones Blanches (AZB), que je préside, a fait de grands pas en avant.

Attachée à vouloir développer un projet d'intérêt général pour faire face à la problématique de santé publique majeure causée par l'exposition croissante des populations aux ondes électromagnétiques, l'association veut apporter des solutions concrètes aux personnes EHS et MCS et contribuer à la reconnaissance de ces syndromes d'hypersensibilités.

Ainsi, l'AZB voudrait apporter des services au sein de ce lieu d'accueil médico-social tels que :

Des solutions d'hébergement multiples pour les EHS/MCS

Un centre de soin et de suivi médical

Une cellule de recherche européenne Un lieu de formation et de séminaire

Une banque d'information sur l'EHS/MCS

Après près de 3 ans de travail autour de la reprise de Durbon par l'AZB, le projet prend de l'ampleur :

- Par l'avis favorable émis par le comité de programmation Leader du pays Sisteronais-Buech pour le projet, composé d'acteurs publics et privés du territoire.
- Par l'intérêt réel d'un bailleur social pour en assurer la réhabilitation et la transformation en logement sociaux et en hébergements sociaux destiné aux EHS/MCS.

Par ailleurs, un bail emphytéotique est en cours de discussion avec la CAF des Bouches du Rhône, propriétaire du site, ce qui est le fruit de discussions régulières avec la CAF pour gérer l'avenir de ce domaine.

Dans cette période charnière de rencontre de partenaires, nous voulons donner plus de poids et de moyens à l'Association Zones Blanches ; c'est pourquoi je fais appel à votre soutien!

Vous trouverez plus d'informations en ligne et pourrez adhérer ou donner à l'association Zones Blanches: frama.link/adhererAZB

## Sur le terrain

# DSP Eau à Marseille: belle victoire des élus écologistes

e 22 juin 2017, le tribunal administratif de Marseille a rendu un jugement favorable à la requête des élus écologistes portant sur le rachat par la collectivité des compteurs d'eau (avenant au contrat de délégation de service public - DSP - de décembre 2013). Cette victoire est une reconnaissance du déséquilibre économique manifeste de ce contrat de délégation de service public au profit des multinationales de l'eau et au détriment des usagers.

# **Uniper:** première victoire des opposants au méga projet de centrale biomasse de Gardanne

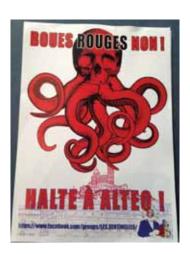
e 8 juin, le tribunal administratif de Marseille a prononcé l'annulation de l'autorisation préfectorale d'exploitation pour l'unité biomasse de la centrale thermique de Gardanne pour défaut d'étude d'impact.

Les écologistes s'opposent à ce projet qui menace la forêt méditerranéenne et qui souffre d'un très faible rendement énergétique.

# « On ne se taira pas!» Pour le droit à l'eau pour tous

'ai soutenu au printemps la Fondation France Libertés J et la Coordination Eau Îlede-France poursuivies pour diffamation par Veolia. Parce qu'ils défendent le droit à l'eau des plus démunis en luttant contre les coupures d'eau illégales, ils dérangent la multinationale qui veut les faire taire par la contrainte financière.

## **Boues rouges:** stop à la dissémination en mer et sur terre



ous attendons de Nicolas Hulot qu'il mette enfin fin à la dissémination des boues rouges en mer et à terre. Les enquêtes de l'Anses ont démontré qu'à l'endroit des rejets, il y avait une contamination importante aux métaux lourds, une pollution "dangereuse pour la santé".







# Expertise citoyenne sur les conséquences sanitaires de la pollution de l'Étang de Berre

Afin d'« en apprendre davantage sur ce que 40 années de cohabitation avec la zone industrialo-portuaire (ZIF) et de cumul de pollutions provenant de sources très diverses avaient pu produire sur la santé »,

ne étude participative a été lancée, à partir d'une méthodologie de recherche en santé-environnement née aux États-Unis. Financée par l'Anses, l'étude Fos Epseal a été menée par une équipe pluridisciplinaire. Les résultats sont édifiants. Les affections respiratoires touchent 40% de la population et un enfant sur quatre. La prévalence des cancers grimpe à 10,5% (contre 6% dans le reste de la France). Les diabètes, tous types

confondus, sont presque deux fois plus élevés que dans le reste de la France.

# GC® NON MERCI

les retombées environnementales néfastes.

Il est temps de réfléchir de manière globale à ces GPII du XX° siècle et de mettre en place les alternatives concrètes!

J'appelle Nicolas Hulot, le ministre d'État de la transition écologique et solidaire, à mettre en place un grand moratoire sur les transports!

# Les luttes convergent entre l'A45 Lyon-Saint-Étienne et le GCO de Strasbourg



es deux projets sont similaires par leurs fausses justifications, ils ne résoudront pas les problèmes d'embouteillages dus principalement aux déplacements pendulaires et aux transports de marchandises. De plus, ces projets coûteront très cher aux citoyens qui les payeront trois fois : via l'investissement public colossal, via les péages et via

# La Maison de l'Europe Drôme-Ardèche votre lien avec l'Europe sur le territoire!

ors du lancement de la Maison de l'Europe le 28 Novembre au soir, près de 50 personnes étaient présentes, aux profils très différents (des représentants de comités de jumelages, de centres sociaux, de collectivités, d'associations, des enseignants et formateurs...) et venant de toute la Drôme Ardèche.

Depuis, le Conseil d'Administration de la Maison s'est étoffé, réunissant plus de 15 personnes ; et les actions se sont poursuivies, en lien avec le Centre d'Information Europe Direct, dont la chargée d'information est Anne GASQUET. Plus de 20 actions ont été organisées sur le premier semestre 2017, et plus particulièrement auprès des jeunes (forum de l'emploi, ateliers mobilités en médiathèques...).

Au moment de mettre sous presse, nous sommes en train de répondre à l'appel à propositions de la Commission européenne pour renouveler le label du Centre d'Information Europe Direct Sud Rhône-Alpes jusqu'en 2020... Après 2 ans et demi d'actions et plus de 5000 personnes touchées par nos événements, j'espère que la Commission nous permettra de poursuivre ce beau travail pour garder un lien fort entre Europe et territoire, et répondre aux interrogations légitimes des citoyens!

Les bénévoles sont les bienvenus au sein de la Maison de l'Europe Drôme Ardèche pour nous y aider!

Contact : mon bureau à Valence ou Anna GASQUET – europedirect.sudrhonealpes@gmail.com « Soirée de rencontre-débat citoyenne dans le cadre du projet "Imagine - L'Europe que nous voulons" porté par le Comité de Jumelage de la Ville de Crest et ses villes jumelles ; j'ai pu donner ma vision de l'Europe actuelle et inciter le public nombreux à imaginer ses



## Bure: non au projet Cigéo

Le projet CIGEO, c'est l'enfouissement à 500 mètres sous terre de déchets qui resteront radioactifs pendant plus de 100000 ans. Ce projet est écologiquement insoutenable. Il menace la nappe phréatique, les terres en

surface et les 3 000 prochaines générations. Un moratoire s'impose. Je soutiens les opposants au projet. Il faut se rappeler aussi qu'un accident dans le centre de stockage géologique de déchets nucléaires de Carlsbad dans l'état du Nouveau-Mexique aux États-Unis a récemment eu lieu. Le passage en force de l'ANDRA et du gouvernement serait inacceptable.







# Retour sur les projections-débats d'« Irrintzina le cri de la génération climat » et de « Qu'est ce qu'on attend ? » à Strasbourg

Nous avons organisé deux événements au printemps à Strasbourg avec les projections d'*Irrintzina* retraçant l'odyssée de la génération Alternatiba en amont et en aval de la COP 21 et de *Qu'est ce qu'on* attend? valorisant l'expérience exemplaire et aboutie de ville en transition d'Ungersheim en Alsace.

# L'empire de l'or rouge (enquête mondiale sur la tomate d'industrie) de J.-B. Malet

Notre ancien compagnon de route Jean-Baptiste Malet vient de publier sa nouvelle enquête (après ses voyages au bout de l'enfer en immersion au FN et chez Amazon) sur l'agro Mafia de la tomate industrielle comme illustration du capitalisme mondialisé. Édifiant!

# Organisation d'une avant première du *Juge et l'Herbicide* au Parlement Européen

Soutenez le prochain film de Marie Monique Robin qui poursuit sa croisade contre Monsanto au travers son produit phare : le Roundup<sup>®</sup>.

La réalisatrice dissèque sa substance active, le glyphosate, qui n'est pas un simple poison, mais un produit à effets multiples : cancérigène, perturbateur endocrinien, mutagène et chélateur de métaux.

https://m2rfilms.com/ le-juge-et-l-herbicide

#### Lanceurs d'alertes : deux manifestations à venir

Je soutiens et participerai au 3° salon *Des livres et l'alerte /* Délivrer l'alerte à la Maison des

Métallos à Paris fin novembre ainsi qu'au forum des lanceurs d'alerte organisé par Marseille en commun au Mucem dans le cadre de « La nuit des idées » le 25 janvier à Marseille.

# Vaccin contre l'hépatite B : la Cour de Justice de l'UE reconnaît le lien avec la sclérose en plaques

La Cour de justice de l'Union européenne a rendu, mercredi 21 juin, une décision majeure pour les personnes victimes d'un accident vaccinal et qui cherchent à obtenir une indemnisation de la part des fabricants du produit (l'industrie pharmaceutique).

La CJUE précise que « la proximité temporelle entre l'administration d'un vaccin et la survenance d'une maladie, l'absence d'antécédents médicaux personnels et familiaux de la personne vaccinée ainsi que l'existence d'un nombre

significatif de cas répertoriés de survenance de cette maladie à la suite de telles administrations peuvent constituer des indices suffisants pour établir une telle preuve », et ce même en l'absence de certitude scientifique.

# Soutien de Michèle Rivasi aux élus EELV et aux associations d'Avignon pour un retour en régie publique de l'eau

À Avignon, le service public est délégué au secteur privé (Veolia) depuis 1985. Et le bilan est accablant.

Il est impératif de retrouver la maitrise de l'exploitation pour quatre raisons :

- Environnementale : protection de la ressource et du patrimoine sur le long terme
- Sociale : une relation usagers apaisée, des personnels aux conditions de travail garanties.
- Économique : que l'argent des usagers reste sur le territoire pour améliorer le service.
- Démocratique : quelles que soient les décisions prises, tout est sur la table.

J'apporte donc tout mon soutien aux militants et aux élus engagés pour cette belle cause de la régie publique « Eau des deux Rives » du grand Avignon!

#### NON au pont entre Salin-de-Giraud et Port-Saint-Louis OUI à la protection de la Camargue sauvage

Le département des Bouchesdu-Rhône a décidé du principe de la réalisation d'un pont entre Salin-de-Giraud et Port-Saint Louis-du-Rhône. Des études préalables doivent être lancées prochainement et un comité de pilotage doit être mis en place avant qu'une concertation publique ne soit lancée.

Ce projet nous apparaît écologiquement aberrant. Il consiste à réaliser un pont sur le Grand Rhône près de son embouchure en remplacement du bac de Barcarin. Le coût estimé est de 40 ME. Ce projet en ouvrant une brèche pour la traversée de la Camargue pour les poids lourds et les voitures est scandaleux. Or, nous sommes au cœur d'un site classé réserve de biosphère et parc naturel régional. Les automobilistes et les poids lourds venant des sites industriels de Fos ou de Port-Saint-Louis-du-

Rhône pourraient ainsi traverser la Camargue d'est en ouest en évitant de remonter sur Arles et Nîmes et pourraient tracer plus droit sur Montpellier via Aigues-Mortes. Et pareil dans l'autre sens.

Je soutiens les opposants à ce projet et serais à leurs côtés pour la sauvegarde du dernier grand espace naturel d'exception non bétonné du littoral méditerranéen.





